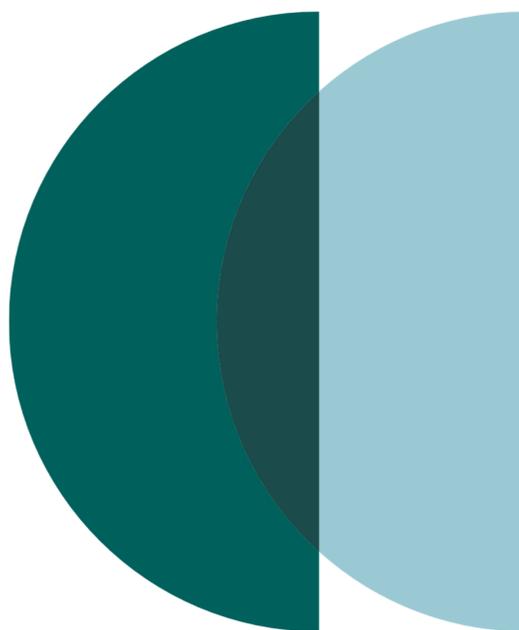


# États financiers consolidés intermédiaires 30 juin 2021 et 2020



CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	Note	30 juin 2021	31 décembre 2020
<b>ACTIF</b>			
Trésorerie		1 312	1 021
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement		4 958	3 116
Avances à des déposants		275	281
Revenus de placement courus et à recevoir		1 133	1 109
Autres actifs		975	588
Placements	3	442 043	405 978
<b>Total de l'actif</b>		<b>450 696</b>	<b>412 093</b>
<b>PASSIF</b>			
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement		7 332	3 290
Autres passifs financiers		1 738	1 205
Passifs relatifs aux placements	3	51 906	42 106
<b>Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>		<b>60 976</b>	<b>46 601</b>
<b>ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS</b>		<b>389 720</b>	<b>365 492</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL**

Pour les périodes de six mois closes les 30 juin

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	Note	2021	2020
Revenus de placement		8 494	5 093
Dépenses de placement		(249)	(386)
Revenu net de placement	6	8 245	4 707
Charges d'exploitation		(322)	(307)
<b>Revenu net</b>		<b>7 923</b>	<b>4 400</b>
<b>Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur</b>	6	<b>12 343</b>	<b>(12 637)</b>
<b>Résultat de placement avant distributions aux déposants</b>	6	<b>20 266</b>	<b>(8 237)</b>
Distributions aux déposants		(12 580)	(8 731)
<b>Résultats net et global attribuables aux déposants</b>		<b>7 686</b>	<b>(16 968)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Pour les périodes de six mois closes les 30 juin

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Distributions à verser aux déposants	Dépôts à participation	Actif net attribuable aux déposants
Solde au 31 décembre 2020	4 042	7	2 653	358 790	365 492
<b>Attributions et distributions</b>					
Résultats net et global attribuables aux déposants	-	-	-	7 686	7 686
Distributions aux déposants	13 631	-	(1 051)	-	12 580
<b>Dépôts à participation</b>					
Émission d'unités de dépôts à participation	(20 679)	-	-	20 679	-
Annulation d'unités de dépôts à participation	405	-	-	(405)	-
<b>Dépôts nets</b>					
Contributions nettes	3 962	-	-	-	3 962
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2021</b>	<b>1 361</b>	<b>7</b>	<b>1 602</b>	<b>386 750</b>	<b>389 720</b>

	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Distributions à verser aux déposants	Dépôts à participation	Actif net attribuable aux déposants
Solde au 31 décembre 2019	406	6	2 961	336 736	340 109
<b>Attributions et distributions</b>					
Résultats net et global attribuables aux déposants	-	-	-	(16 968)	(16 968)
Distributions aux déposants	10 113	-	(1 382)	-	8 731
<b>Dépôts à participation</b>					
Émission d'unités de dépôts à participation	(8 405)	-	-	8 405	-
Annulation d'unités de dépôts à participation	974	-	-	(974)	-
<b>Dépôts nets</b>					
Contributions nettes	1 091	-	-	-	1 091
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2020</b>	<b>4 179</b>	<b>6</b>	<b>1 579</b>	<b>327 199</b>	<b>332 963</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

**TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Pour les périodes de six mois closes les 30 juin

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	2021	2020
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Résultats net et global attribuables aux déposants	7 686	(16 968)
<b>Ajustements pour :</b>		
(Gains) pertes nets non réalisés sur les billets de trésorerie et à terme et les emprunts à payer	(252)	497
(Gains) pertes de change sur les billets de trésorerie et à terme et les emprunts à payer	(206)	590
Distributions aux déposants	12 580	8 731
<b>Variations nettes des actifs et des passifs liés aux activités d'exploitation</b>		
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	(1 842)	73
Avances à des déposants	6	724
Revenus de placement courus et à recevoir	(24)	166
Autres actifs	(387)	(353)
Placements	(37 394)	6 035
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	4 042	2 085
Autres passifs financiers	533	210
Passifs relatifs aux placements	9 364	(3 455)
	(5 894)	(1 665)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Variation nette des billets de trésorerie à payer	2 022	(3 386)
Émission de billets de trésorerie à payer	5 607	5 267
Remboursement de billets de trésorerie à payer	(5 057)	(5 158)
Variation nette des emprunts à payer	(454)	34
Émission de billets à terme à payer	1 205	6 166
Remboursement de billets à terme à payer	(2 429)	(1 148)
Contributions nettes	3 962	1 091
	4 856	2 866
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	(1 038)	1 201
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 410	1 122
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	1 372	2 323
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :</b>		
Trésorerie	1 312	1 225
Équivalents de trésorerie	60	1 098
	1 372	2 323
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Intérêts et dividendes reçus	4 240	5 146
Intérêts payés	(189)	(369)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(Les chiffres présentés dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audités)

### 1. CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, est régie par la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (RLRQ, chapitre C-2) (Loi).

La CDPQ a élu domicile au Québec, Canada. L'adresse du siège social est le 65, rue Sainte-Anne, Québec, Canada. Le bureau principal de la CDPQ est situé au 1000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal, Canada.

La CDPQ a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à la Loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires de la CDPQ ont été approuvés par le conseil d'administration et leur publication autorisée le 13 août 2021.

#### États financiers consolidés intermédiaires

Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis dans le but de présenter la situation financière, la performance financière ainsi que les flux de trésorerie de la CDPQ. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CDPQ comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes de ses filiales qui offrent exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires.

#### Fonds général

Le fonds général regroupe les activités de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui incluent la gestion des dépôts à vue, des dépôts à terme et des activités de financement de la CDPQ.

#### Portefeuilles spécialisés

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes dans lesquelles les fonds particuliers peuvent investir sous forme de dépôts à participation. Les différents portefeuilles spécialisés de la CDPQ sont :

- |   |                                 |
|---|---------------------------------|
| - Valeurs à court terme (740);                      | - Infrastructures (782);        |
| - Taux (765);                                       | - Immeubles (710);              |
| - Crédit (766);                                     | - Marchés boursiers (737);      |
| - Obligations à long terme (764) <sup>1</sup> ;     | - Placements privés (780);      |
| - Obligations à rendement réel (762) <sup>1</sup> ; | - Répartition de l'actif (771). |

<sup>1</sup> En fonction de l'évolution de leurs besoins, les déposants investis dans les portefeuilles spécialisés Obligations à long terme (764) et Obligations à rendement réel (762) ont décidé de liquider leurs positions. Il est prévu que la période de désinvestissement s'échelonne sur plusieurs mois et jusqu'à la fin 2021 respectivement.

## 2. MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

### Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires de la CDPQ pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2021 et 2020 ont été préparés conformément à l'IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, telle que publiée par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Les états financiers consolidés intermédiaires n'incluent pas toutes les informations et divulgations requises dans les états financiers annuels et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.

### Adoption des nouvelles normes IFRS

L'IASB a publié en août 2020 des révisions à l'IFRS 9 – *Instruments financiers*, l'IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, l'IFRS 7 – *Instruments financiers : informations à fournir*, l'IFRS 4 – *Contrats d'assurance* et l'IFRS 16 – *Contrats de location* pour inclure des modifications relatives à la réforme des taux d'intérêt de référence, qui sont entrées en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Les modifications sont relatives au remplacement des taux d'intérêt de référence actuels par des nouveaux taux d'intérêt de référence et prévoient des exigences en matière d'informations supplémentaires à fournir en lien avec cette réforme. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2021 et 2020.

### Présentation et base d'évaluation

La CDPQ évalue à la juste valeur par le biais du résultat net (JVBRN) l'ensemble de ses instruments financiers, incluant les participations dans des filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les entités structurées. Les filiales offrant exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion sont consolidées conformément aux modalités prévues à l'IFRS 10 – *États financiers consolidés*.

Les états consolidés intermédiaires de la situation financière sont présentés selon le critère de liquidité.

### Événements importants

Malgré l'amélioration de la crise sanitaire mondiale causée par la pandémie de COVID-19 déclarée en mars 2020 par l'Organisation mondiale de la santé, les marchés financiers sont encore sujets à des niveaux élevés d'incertitude et de volatilité. Les principales estimations et hypothèses, incluant celles entourant l'évaluation des placements et l'analyse et la gestion des risques, tiennent compte des incertitudes et des facteurs connus à ce jour en lien avec la pandémie. Les meilleures estimations de la direction sont reflétées dans les résultats présentés.

### 3. PLACEMENTS ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

#### a) Placements

Le tableau suivant présente la juste valeur des placements. La répartition géographique est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur. La répartition géographique des participations dans des filiales non consolidées est établie selon le pays des investissements sous-jacents alors que celle des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument.

	30 juin 2021			31 décembre 2020		
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Canada	Étrangers	Juste valeur
<b>Placements</b>						
<b>Équivalents de trésorerie</b>						
Valeurs à court terme	60	-	60	200	-	200
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	1 189	-	1 189
<b>Total des équivalents de trésorerie</b>	<b>60</b>	<b>-</b>	<b>60</b>	<b>1 389</b>	<b>-</b>	<b>1 389</b>
<b>Titres à revenu fixe</b>						
Valeurs à court terme	36	444	480	395	39	434
Titres achetés en vertu de conventions de revente	14 735	6 437	21 172	4 557	1 026	5 583
Créances d'entreprises	941	1 314	2 255	979	1 380	2 359
Obligations						
Gouvernements	48 148	18 014	66 162	41 917	19 411	61 328
Sociétés d'État et autres administrations publiques	5 842	553	6 395	6 604	591	7 195
Secteur corporatif	10 444	7 869	18 313	11 826	7 104	18 930
Fonds d'obligations	-	2 220	2 220	-	1 401	1 401
<b>Total des titres à revenu fixe</b>	<b>80 146</b>	<b>36 851</b>	<b>116 997</b>	<b>66 278</b>	<b>30 952</b>	<b>97 230</b>
<b>Titres à revenu variable</b>						
Actions						
Sociétés cotées	30 357	99 917	130 274	30 746	88 623	119 369
Sociétés fermées	3 492	20 547	24 039	3 305	20 127	23 432
Fonds de couverture	-	486	486	-	428	428
<b>Total des titres à revenu variable</b>	<b>33 849</b>	<b>120 950</b>	<b>154 799</b>	<b>34 051</b>	<b>109 178</b>	<b>143 229</b>
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>						
Placements de biens immobiliers	13 878	33 421	47 299	13 380	31 780	45 160
Placements de dettes immobilières	15 455	2 643	18 098	15 261	2 232	17 493
Placements privés	9 389	32 498	41 887	7 680	32 819	40 499
Placements d'infrastructures	5 553	22 970	28 523	5 417	20 164	25 581
Placements de titres à revenu fixe	3 471	20 427	23 898	4 902	19 234	24 136
Placements de fonds de couverture	-	3 939	3 939	-	3 886	3 886
Placements de marchés boursiers	3 820	1 124	4 944	2 869	1 614	4 483
<b>Total des participations dans des filiales non consolidées</b>	<b>51 566</b>	<b>117 022</b>	<b>168 588</b>	<b>49 509</b>	<b>111 729</b>	<b>161 238</b>
<b>Instruments financiers dérivés (note 4)</b>	<b>-</b>	<b>1 599</b>	<b>1 599</b>	<b>1</b>	<b>2 891</b>	<b>2 892</b>
<b>Total des placements</b>	<b>165 621</b>	<b>276 422</b>	<b>442 043</b>	<b>151 228</b>	<b>254 750</b>	<b>405 978</b>

## b) Passifs relatifs aux placements

Le tableau suivant présente la juste valeur des passifs relatifs aux placements. La répartition géographique des passifs financiers non dérivés est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur alors que celle des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument.

	30 juin 2021			31 décembre 2020		
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Canada	Étrangers	Juste valeur
<b>Passifs relatifs aux placements</b>						
<b>Passifs financiers non dérivés</b>						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	16 747	2 252	18 999	11 261	3 455	14 716
Titres vendus à découvert						
Actions	104	910	1 014	103	26	129
Obligations	-	7 134	7 134	1 610	1 022	2 632
Billets de trésorerie à payer	8 777	-	8 777	5 983	-	5 983
Emprunts à payer	173	317	490	514	428	942
Billets à terme à payer	14 207	-	14 207	16 113	-	16 113
<b>Total des passifs financiers non dérivés</b>	<b>40 008</b>	<b>10 613</b>	<b>50 621</b>	<b>35 584</b>	<b>4 931</b>	<b>40 515</b>
<b>Instruments financiers dérivés (note 4)</b>	<b>4</b>	<b>1 281</b>	<b>1 285</b>	<b>3</b>	<b>1 588</b>	<b>1 591</b>
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>40 012</b>	<b>11 894</b>	<b>51 906</b>	<b>35 587</b>	<b>6 519</b>	<b>42 106</b>

## 4. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés détenus par la CDPQ :

	30 juin 2021			31 décembre 2020		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés réglementés</b>						
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>						
Contrats à terme normalisés	-	-	59 789	-	-	56 619
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats à terme normalisés	-	-	20 444	-	-	23 823
Bons de souscription	-	-	46	1	-	53
<b>Dérivés de produits de base</b>						
Contrats à terme normalisés	-	-	402	-	-	844
<b>Total des marchés réglementés</b>	-	-	<b>80 681</b>	1	-	81 339
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>						
Trocs	186	3	2 045	250	-	2 128
Trocs réglés sur une chambre de compensation	-	-	42 961	-	-	46 698
Options	75	126	47 417	31	32	18 191
<b>Dérivés de change</b>						
Trocs	111	90	7 272	141	130	8 768
Contrats à terme de gré à gré	899	646	76 231	1 868	879	97 149
Options	63	91	22 730	48	151	25 707
<b>Dérivés de défaillance de crédit</b>						
Trocs réglés sur une chambre de compensation	-	-	42 687	-	-	45 485
Options	13	-	16 412	12	-	6 406
<b>Dérivés sur actions</b>						
Trocs	142	107	7 317	156	166	8 127
Contrats à terme de gré à gré	-	-	-	160	-	1 091
Options	110	169	16 544	225	212	21 333
<b>Dérivés de produits de base</b>						
Contrats à terme de gré à gré	-	26	634	-	-	-
Options	-	27	877	-	21	1 867
<b>Total des marchés hors cote</b>	<b>1 599</b>	<b>1 285</b>	<b>283 127</b>	2 891	1 591	282 950
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>1 599</b>	<b>1 285</b>	<b>363 808</b>	2 892	1 591	364 289

## 5. ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

### a) Politique, directive, protocoles et procédures entourant l'évaluation de la juste valeur

La juste valeur se définit comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est établie pour chaque instrument financier, qui peut représenter un élément autonome d'actif ou de passif, par exemple une action ou une obligation, ou un groupe d'actifs et de passifs, par exemple une participation dans une filiale ou une entreprise associée. Lors de sa comptabilisation initiale, la meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est le prix de la transaction, soit la juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée. Subséquemment, la juste valeur d'un instrument financier est établie à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi que des données d'entrée non observables. La CDPQ utilise des techniques d'évaluation appropriées selon les caractéristiques de l'instrument financier, la disponibilité des données d'entrée et les hypothèses que prendraient en compte les intervenants du marché, tout en maximisant l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et en minimisant l'utilisation de données d'entrée non observables.

Conformément aux procédures d'évaluation de la CDPQ encadrées par la *Politique d'évaluation des investissements*, les placements moins liquides incluant notamment les placements privés et d'infrastructures, les placements de biens immobiliers et de dettes immobilières, les créances d'entreprises et les fonds font l'objet d'une évaluation semestrielle. La politique, la directive et les protocoles et procédures entourant l'évaluation de la juste valeur, de même que les techniques d'évaluation de la juste valeur sont décrites aux états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019. Aucun changement important n'a eu lieu depuis. La politique, la directive et les protocoles, procédures et techniques d'évaluation de la juste valeur ont été appliqués de manière constante et uniforme pour toutes les périodes.

### b) Hiérarchie de la juste valeur

Les instruments financiers à la JVBRN de la CDPQ sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur décrite ci-dessous, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur.

*Niveau 1* : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

*Niveau 2* : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

*Niveau 3* : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments financiers similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque période.

La détermination des niveaux de la hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers est effectuée à une date donnée et est influencée par les facteurs de marché qui prévalent à cette date. Conséquemment, le classement selon chaque niveau peut varier significativement d'une période à une autre.

## Hiérarchie de la juste valeur (suite)

Les tableaux suivants présentent la répartition de la juste valeur des instruments financiers entre les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur :

	30 juin 2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	-	4 958	-	4 958
Avances à des déposants	-	275	-	275
Revenus de placement courus et à recevoir	-	1 133	-	1 133
Placements				
Équivalents de trésorerie	-	60	-	60
Valeurs à court terme	-	480	-	480
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	21 172	-	21 172
Créances d'entreprises	-	-	2 255	2 255
Obligations	68 585	24 259	246	93 090
Actions				
Sociétés cotées	130 016	258	-	130 274
Sociétés fermées	-	6 342	17 697	24 039
Fonds de couverture	-	403	83	486
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	-	9 299	38 000	47 299
Placements de dettes immobilières	-	14 311	3 787	18 098
Placements privés	-	383	41 504	41 887
Placements d'infrastructures	-	-	28 523	28 523
Placements de titres à revenu fixe	-	5 019	18 879	23 898
Placements de fonds de couverture	-	3 939	-	3 939
Placements de marchés boursiers	-	3 820	1 124	4 944
Instruments financiers dérivés	-	1 599	-	1 599
	<b>198 601</b>	<b>97 710</b>	<b>152 098</b>	<b>448 409</b>
<b>Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	7 332	-	7 332
Autres passifs financiers	-	1 738	-	1 738
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	18 999	-	18 999
Titres vendus à découvert	8 148	-	-	8 148
Billets de trésorerie à payer	-	8 777	-	8 777
Emprunts à payer	-	490	-	490
Billets à terme à payer	-	14 207	-	14 207
Instruments financiers dérivés	-	1 285	-	1 285
	<b>8 148</b>	<b>52 828</b>	<b>-</b>	<b>60 976</b>
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>				
Dépôts à vue	-	1 361	-	1 361
Dépôts à terme	-	7	-	7
Distributions à verser aux déposants	-	1 602	-	1 602
Dépôts à participation	-	386 750	-	386 750
	<b>-</b>	<b>389 720</b>	<b>-</b>	<b>389 720</b>

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur

Au 30 juin 2021, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 849 M\$ ont été transférés depuis le niveau 1 vers le niveau 2, 1 022 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 1 ainsi que 259 M\$ depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

## Hiérarchie de la juste valeur (suite)

31 décembre 2020

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	-	3 116	-	3 116
Avances à des déposants	-	281	-	281
Revenus de placement courus et à recevoir	-	1 109	-	1 109
Placements				
Équivalents de trésorerie	-	1 389	-	1 389
Valeurs à court terme	-	434	-	434
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	5 583	-	5 583
Créances d'entreprises	-	-	2 359	2 359
Obligations	63 825	24 804	225	88 854
Actions				
Sociétés cotées	118 759	610	-	119 369
Sociétés fermées	-	6 715	16 717	23 432
Fonds de couverture	-	395	33	428
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	-	9 755	35 405	45 160
Placements de dettes immobilières	-	13 768	3 725	17 493
Placements privés	-	-	40 499	40 499
Placements d'infrastructures	-	-	25 581	25 581
Placements de titres à revenu fixe	-	5 122	19 014	24 136
Placements de fonds de couverture	-	3 886	-	3 886
Placements de marchés boursiers	-	2 869	1 614	4 483
Instruments financiers dérivés	1	2 891	-	2 892
	182 585	82 727	145 172	410 484
<b>Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	3 290	-	3 290
Autres passifs financiers	-	1 205	-	1 205
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	14 716	-	14 716
Titres vendus à découvert	2 761	-	-	2 761
Billets de trésorerie à payer	-	5 983	-	5 983
Emprunts à payer	-	942	-	942
Billets à terme à payer	-	16 113	-	16 113
Instruments financiers dérivés	-	1 591	-	1 591
	2 761	43 840	-	46 601
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>				
Dépôts à vue	-	4 042	-	4 042
Dépôts à terme	-	7	-	7
Distributions à verser aux déposants	-	2 653	-	2 653
Dépôts à participation	-	358 790	-	358 790
	-	365 492	-	365 492

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur

Au 31 décembre 2020, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 989 M\$ ont été transférés depuis le niveau 1 vers le niveau 2 ainsi que 771 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 1. De plus, en raison de la perte d'influence notable dans une entreprise associée dont les titres sont cotés, des instruments financiers d'une valeur de 916 M\$ ont été transférés depuis le niveau 3 vers le niveau 1.

### c) Niveau 3 : Rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture

Pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie, les rapprochements entre les soldes d'ouverture et de clôture aux 30 juin 2021 et 2020 se détaillent comme suit :

								2021	
	Solde d'ouverture (actifs / passifs)	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global <sup>1</sup>	Achats	Ventes	Règlements	Transferts	Solde de clôture (actifs / passifs)	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de la période <sup>1 et 2</sup>	
Créances d'entreprises	2 359	(68)	20	(4)	(52)	-	2 255	1	
Obligations	225	2	24	-	(5)	-	246	89	
Actions	16 750	1 036	367	(373)	-	-	17 780	1 495	
Participation dans des filiales non consolidées	125 838	3 232	6 419	(3 413)	-	(259)	131 817	3 987	

								2020	
	Solde d'ouverture (actifs / passifs)	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global <sup>1</sup>	Achats	Ventes	Règlements	Transferts	Solde de clôture (actifs / passifs)	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de la période <sup>1 et 2</sup>	
Créances d'entreprises	2 015	37	289	-	(78)	-	2 263	(22)	
Obligations	718	(18)	350	(88)	(6)	-	956	(41)	
Actions	17 921	(1 316)	443	(550)	-	(916)	15 582	(1 455)	
Participation dans des filiales non consolidées	115 970	(5 788)	5 503	(1 282)	-	-	114 403	(6 218)	
Instruments financiers dérivés <sup>3</sup>	(12)	(1)	-	-	-	-	(13)	(1)	
Titres vendus à découvert	(6)	2	-	-	-	-	(4)	4	

<sup>1</sup> Présentés à la rubrique « Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur » aux états consolidés intermédiaires du résultat global.

<sup>2</sup> Comprennent la variation de la juste valeur résultant de l'évaluation des instruments financiers libellés en devise d'origine, et excluent les montants de gains (pertes) résultant de la conversion des instruments financiers libellés en devises.

<sup>3</sup> Les actifs et les passifs relatifs aux instruments financiers dérivés sont présentés au net.

### d) Niveau 3 : Évaluation de la juste valeur selon des hypothèses alternatives raisonnables

Les tableaux suivants présentent les informations quantitatives concernant les principales techniques d'évaluation et les données d'entrée non observables pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité à la note 5e ainsi que ceux qui sont exclus de cette analyse :

					30 juin 2021
	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue	Moyenne pondérée
<b>Inclus dans l'analyse de sensibilité</b>					
Créances d'entreprises	2 238	Actualisation des flux monétaires	Écarts de crédit	0,8 % à 3,1 %	1,8 %
			Taux d'actualisation	5,5 % à 11,0 %	8,0 %
<b>Actions</b>					
Placements privés	5 634	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	7,5 à 16,0	12,3
Placements d'infrastructures	5 286	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,5 % à 13,3 %	10,0 %
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>					
Placements de biens immobiliers	38 000	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	4,0 % à 13,8 %	6,4 %
			Écarts de crédit	0,0 % à 8,6 %	1,9 %
		Capitalisation des revenus	Taux de capitalisation	2,0 % à 10,7 %	5,3 %
		Actif net immobilier	Taux d'escompte	0,0 % à 17,2 %	3,0 %
Placements privés	17 886	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,4 à 15,7	12,0
Placements d'infrastructures	20 515	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,0 % à 14,0 %	9,5 %
Placements de titres à revenu fixe	13 843	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	7,2 %	s.o.
			Écarts de crédit	1,3% à 8,6 %	4,6 %
<b>103 402</b>					
<b>Exclus de l'analyse de sensibilité</b>					
Instruments financiers <sup>1</sup>	48 696	Transactions récentes <sup>2</sup>	s.o.	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers <sup>3</sup>	s.o.	s.o.	s.o.
		Actif net <sup>3</sup>	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Instruments financiers nets classés au niveau 3</b>					
<b>152 098</b>					

s.o. : sans objet

<sup>1</sup> La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des créances d'entreprises, des obligations, des actions et des participations dans des filiales non consolidées.

<sup>2</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

<sup>3</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers ou selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

### Niveau 3 : Évaluation de la juste valeur selon des hypothèses alternatives raisonnables (suite)

31 décembre 2020

	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue	Moyenne pondérée	
<b>Inclus dans l'analyse de sensibilité</b>						
Créances d'entreprises	2 303	Actualisation des flux monétaires	Écarts de crédit	0,6 % à 3,4 %	1,9 %	
			Taux d'actualisation	5,5 % à 11,0 %	8,1 %	
<b>Actions</b>						
Placements privés	4 953	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	7,8 à 16,0	11,8	
Placements d'infrastructures	5 145	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,5 % à 13,3 %	9,9 %	
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>						
Placements de biens immobiliers	35 405	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	4,1 % à 13,8 %	6,5 %	
			Écarts de crédit	0,0 % à 6,8 %	2,0 %	
			Capitalisation des revenus	Taux de capitalisation	2,1 % à 10,7 %	5,3 %
			Actif net immobilier	Taux d'escompte	0,0 % à 14,4 %	4,0 %
Placements privés	12 471	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,3 à 15,6	11,9	
Placements d'infrastructures	19 027	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,0 % à 14,0 %	9,1 %	
Placements de titres à revenu fixe	14 066	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	7,0 %	s.o.	
			Écarts de crédit	1,1 % à 8,8 %	4,5 %	
<b>93 370</b>						
<b>Exclus de l'analyse de sensibilité</b>						
Instruments financiers <sup>1</sup>	51 802		Transactions récentes <sup>2</sup>	s.o.	s.o.	
			Cotes de courtiers <sup>3</sup>	s.o.	s.o.	
			Actif net <sup>3</sup>	s.o.	s.o.	
<b>Instruments financiers nets classés au niveau 3</b>	<b>145 172</b>					

s.o. : sans objet

<sup>1</sup> La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des créances d'entreprises, des obligations, des actions et des participations dans des filiales non consolidées.

<sup>2</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

<sup>3</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers ou selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

### e) Analyse de sensibilité de la juste valeur

L'analyse qui suit illustre la sensibilité des évaluations aux hypothèses alternatives raisonnables liées aux principales données d'entrée non observables présentées aux tableaux précédents à la note 5d. La CDPQ a déterminé les hypothèses alternatives raisonnables selon son jugement et sa connaissance des marchés. Le tableau suivant présente l'augmentation et la diminution de la juste valeur découlant de ces hypothèses alternatives pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité :

	30 juin 2021		31 décembre 2020	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Sensibilité de la juste valeur	6 662	(6 414)	6 324	(6 099)

Il existe une corrélation entre les données d'entrée non observables et l'établissement de la juste valeur. Ainsi, une augmentation (diminution) des taux d'actualisation, des écarts de crédit, des taux de capitalisation et des taux d'escompte entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur. De plus, une augmentation (diminution) des multiples du BAIIA entraînerait une augmentation (diminution) de la juste valeur. Il n'existe pas de corrélation prévisible entre les données d'entrée non observables.

## 6. RÉSULTAT DE PLACEMENT AVANT DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente le revenu net de placement, les gains (pertes) nets des instruments financiers à la JVBRN ainsi que les charges d'exploitation :

	Période de six mois close le 30 juin 2021			Période de six mois close le 30 juin 2020		
	Revenu net de placement	Gains (pertes) nets	Total	Revenu net de placement	Gains (pertes) nets	Total
<b>Activités de gestion de trésorerie</b>	2	(1)	1	6	1	7
<b>Activités provenant des placements</b>						
Valeurs à court terme	-	(1)	(1)	-	5	5
Titres achetés en vertu de conventions de revente	19	(116)	(97)	46	205	251
Créances d'entreprises	57	(68)	(11)	49	37	86
Obligations	1 139	(5 644)	(4 505)	1 244	5 620	6 864
Actions	1 790	13 390	15 180	1 920	(10 323)	(8 403)
Participations dans des filiales non consolidées	5 479	2 983	8 462	1 826	(4 838)	(3 012)
Instruments financiers dérivés nets	-	521	521	-	(725)	(725)
Autres	8	(98)	(90)	2	52	54
	<b>8 494</b>	<b>10 966</b>	<b>19 460</b>	<b>5 093</b>	<b>(9 966)</b>	<b>(4 873)</b>
<b>Activités provenant des passifs relatifs aux placements</b>						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(25)	75	50	(116)	(824)	(940)
Titres vendus à découvert	(12)	547	535	(22)	(333)	(355)
<b>Activités de financement</b>						
Billets de trésorerie à payer	-	223	223	-	(352)	(352)
Emprunts à payer	(1)	11	10	(2)	(24)	(26)
Billets à terme à payer	(166)	682	516	(211)	(998)	(1 209)
<b>Autres</b>						
Frais de gestion externe	(45)	(49)	(94)	(35)	(30)	(65)
Coûts de transaction	-	(112)	(112)	-	(110)	(110)
	<b>(249)</b>	<b>1 377</b>	<b>1 128</b>	<b>(386)</b>	<b>(2 671)</b>	<b>(3 057)</b>
	<b>8 245</b>	<b>12 343</b>	<b>20 588</b>	<b>4 707</b>	<b>(12 637)</b>	<b>(7 930)</b>
Charges d'exploitation			(322)			(307)
<b>Résultat de placement avant distributions aux déposants</b>			<b>20 266</b>			<b>(8 237)</b>

## 7. INFORMATION SECTORIELLE

La CDPQ propose à ses déposants de répartir leurs fonds dans des portefeuilles spécialisés qui regroupent des titres de même type. Ces portefeuilles constituent des secteurs opérationnels qui ont été regroupés en trois secteurs distincts selon leur approche de gestion, leurs caractéristiques économiques et leurs objectifs de rendement :

- Revenu fixe : le secteur a comme objectif de réduire le niveau de risque global du portefeuille de la CDPQ et d'effectuer l'appariement entre l'actif et le passif des déposants tout en constituant une source importante de liquidité. Ce secteur est composé des portefeuilles spécialisés Taux, Crédit, Valeurs à court terme, Obligations à long terme et Obligations à rendement réel.
- Actifs réels : le secteur a comme objectif d'exposer la CDPQ à des marchés dont les revenus de placement sont indexés à l'inflation et d'assurer la couverture partielle du risque d'inflation associé au passif de plusieurs déposants. Ce secteur est composé des portefeuilles spécialisés Immeubles et Infrastructures.
- Actions : le secteur a comme objectif d'augmenter le rendement espéré des déposants à long terme. Ce secteur est composé des portefeuilles spécialisés Marchés boursiers et Placements privés.

Le tableau suivant présente la répartition de l'actif net attribuable aux déposants selon chaque secteur de la CDPQ :

	30 juin 2021	31 décembre 2020
Revenu fixe	121 604	110 237
Actifs réels	73 186	67 176
Actions	191 660	182 257
Autres <sup>1</sup>	3 270	5 822
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>	<b>389 720</b>	<b>365 492</b>

Le tableau suivant présente la répartition du résultat de placement avant distributions aux déposants selon chaque secteur de la CDPQ :

	Période de six mois close le 30 juin 2021	Période de six mois close le 30 juin 2020
Revenu fixe	(2 004)	3 972
Actifs réels	2 811	(5 107)
Actions	20 530	(8 365)
Autres <sup>1</sup>	(1 071)	1 263
<b>Résultat de placement avant distributions aux déposants</b>	<b>20 266</b>	<b>(8 237)</b>

<sup>1</sup> Le poste Autres comprend le portefeuille spécialisé Répartition de l'actif, les activités de trésorerie et les activités personnalisées des fonds particuliers, qui constituent la détention directe d'instruments financiers dérivés par les fonds particuliers destinés à la gestion personnalisée de l'exposition désirée par chacun des déposants.

## 8. IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES

### Politiques, directives et procédures de la gestion des risques liés aux activités d'investissement

La CDPQ est responsable de gérer les sommes déposées en conformité avec les ententes de service et les politiques de placement des déposants, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés ainsi que la politique de gestion intégrée des risques. Pour ce faire, la CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités.

En plus des politiques, directives et procédures de la gestion des risques liés aux activités d'investissement décrites aux états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, la description et la quantification des risques sont présentées aux sections suivantes.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La CDPQ utilise des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La CDPQ gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée pour tous les portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque tels que les secteurs d'activité, les régions géographiques et les émetteurs sont pris en compte. Les risques de marché de la CDPQ sont gérés et calculés selon les facteurs pouvant influencer la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements.

Le risque de marché de la CDPQ est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel de la CDPQ, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des événements défavorables observés sur un horizon d'un mois. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel de la CDPQ pourrait dépasser dans 5 % des cas au cours de la prochaine année. La CDPQ évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille réel de la CDPQ.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode est décrite aux états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019. Aucun changement n'a eu lieu depuis.

Deux mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel de la CDPQ;
- Le risque absolu du portefeuille de référence visé par les déposants représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence de la CDPQ.

Les risques absolus du portefeuille réel et du portefeuille de référence de la CDPQ sont mesurés régulièrement et sont utilisés afin de calculer le ratio du risque absolu qui est sujet à certaines limites. Le ratio du risque absolu est obtenu en divisant le risque absolu du portefeuille réel par le risque absolu du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et le risque absolu du portefeuille de référence de la CDPQ, incluant le risque des investissements sous-jacents des filiales non consolidées dont le risque est géré par la CDPQ, en pourcentage de l'actif net, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique d'observation sur une période allant de 2006 à la date de clôture de la période, ainsi que le ratio du risque absolu, se présentent comme suit :

	30 juin 2021			31 décembre 2020		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Ratio du risque absolu	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Ratio du risque absolu
Valeur à risque	14,3 %	13,4 %	1,06	14,0 %	13,6 %	1,03

De plus, dans le cadre de la gestion du risque de marché, la CDPQ utilise des tests de tension qui permettent d'évaluer les répercussions de circonstances particulières sur les rendements du portefeuille réel de la CDPQ selon des scénarios historiques, hypothétiques ou de sensibilité sur un facteur de risque. À l'aide de différents types de scénarios, les tests de tension mesurent le gain ou la perte de valeur d'un instrument financier à la suite d'une variation d'un ou plusieurs facteurs de risque souvent reliés, comme le cours des actions, les taux d'intérêt, les écarts de taux, les taux de change, le prix des produits de base et la volatilité des marchés. Les scénarios hypothétiques sont par ailleurs enrichis continuellement pour intégrer les nouveaux enjeux, tels que l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale.

## Risque de marché (suite)

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

La CDPQ utilise une approche de gestion dynamique pour les principales devises de pays développés. La gestion dynamique vise à protéger certains portefeuilles spécialisés lorsque le dollar canadien semble fortement sous-évalué ou surévalué par rapport à sa valeur d'équilibre selon des modèles de valorisation. La couverture dynamique devrait donc être peu fréquente mais la durée de couverture, étant imprévisible, pourrait grandement varier et s'étendre de quelques semaines à plusieurs mois. Certains portefeuilles spécialisés peuvent donc être couverts en partie contre le risque de change.

Dans le cadre de la gestion stratégique du risque de change, la CDPQ utilise des instruments financiers dérivés de change afin de gérer son exposition aux principales devises de pays développés selon des cibles de couverture. Pour les autres devises, une couverture discrétionnaire peut être mise en place afin de gérer des expositions de change des portefeuilles spécialisés ou de certains investissements. De plus, la gestion du risque de change peut s'effectuer par des activités de couverture naturelle, incluant le financement des placements dans la même devise.

L'exposition nette aux devises tient compte de l'effet des instruments financiers dérivés de change, de la couverture naturelle et des investissements sous-jacents en devises des filiales non consolidées dont le risque de change est géré par la CDPQ. L'exposition nette de la CDPQ aux devises en pourcentage de l'actif net incluant les achats et les ventes des unités de participation des portefeuilles spécialisés effectuées au début de chaque mois, se détaille comme suit :

	30 juin 2021	31 décembre 2020
Dollar canadien	46 %	53 %
Dollar américain	27 %	23 %
Euro	6 %	4 %
Livre sterling	3 %	4 %
Peso mexicain	2 %	2 %
Réal brésilien	2 %	2 %
Roupie indienne	2 %	2 %
Yuan chinois	2 %	2 %
Autres	10 %	8 %
	100 %	100 %

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

### Risque de prix

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix courants (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument financier en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

## Risque de concentration

L'analyse du risque de concentration est effectuée globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. La politique de gestion intégrée des risques prévoit des limites d'exposition par catégorie d'instruments financiers, par émetteur, pour les marchés en croissance et pour certains pays. De plus, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoient des limites précises par émetteur, par secteur d'activités et par région géographique.

Une limite de concentration par émetteur est établie à 3 % de l'actif total de la CDPQ, à l'exception des titres émis par les gouvernements canadien et américain ou par leurs agences qui bénéficient d'une garantie explicite, par une province ou un territoire canadiens, leurs ministères ou organismes mandataires et par les émetteurs souverains dont la notation de crédit est AAA, lesquels ne font pas partie d'une limite de concentration. La concentration par émetteur est observée mensuellement ou à l'initiation d'une transaction nécessitant l'approbation du comité Investissement-Risques ou du conseil d'administration, le cas échéant.

Le tableau suivant présente les principales concentrations géographiques en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le pays de l'établissement principal des émetteurs, après l'effet de certains instruments financiers dérivés et incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la CDPQ :

	30 juin 2021	31 décembre 2020
États-Unis	37 %	35 %
Canada	33 %	32 %
Europe	13 %	14 %
Asie-Pacifique <sup>1</sup>	11 %	12 %
Amérique latine <sup>1</sup>	4 %	4 %
Autres <sup>1</sup>	2 %	3 %
	100 %	100 %

<sup>1</sup> Les données comparatives ont été retraitées afin de les rendre conformes au nouveau regroupement géographique présenté.

Le tableau suivant présente les principales concentrations sectorielles en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le secteur des émetteurs, après l'effet de certains instruments financiers dérivés et incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la CDPQ :

	30 juin 2021	31 décembre 2020
<b>Secteur d'activité</b>		
Immobilier	14 %	14 %
Industrie	11 %	11 %
Finance	9 %	10 %
Technologies de l'information	8 %	7 %
Consommation discrétionnaire	6 %	6 %
Services aux collectivités	5 %	5 %
Soins de santé	5 %	5 %
Biens de consommation de base	3 %	4 %
Dettes immobilières	4 %	4 %
Services de communication	5 %	4 %
Énergie	3 %	3 %
Matériaux	2 %	2 %
Autres	2 %	2 %
<b>Secteur gouvernemental</b>		
Gouvernement des États-Unis	9 %	9 %
Gouvernement du Canada	8 %	7 %
Gouvernement du Québec	3 %	3 %
Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec	1 %	2 %
Autres	2 %	2 %
	100 %	100 %

## Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'exposition maximale au risque de crédit est mesurée selon la juste valeur des instruments financiers avant la prise en compte de garanties ou autres rehaussements de crédit. Pour les autres éléments, l'exposition maximale au risque de crédit correspond au montant total garanti ou engagé.

Le tableau suivant présente l'exposition maximale au risque de crédit :

	30 juin 2021	31 décembre 2020
Trésorerie	1 312	1 021
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	4 958	3 116
Avances à des déposants	275	281
Revenus de placement courus et à recevoir	1 133	1 109
Placements		
Équivalents de trésorerie	60	1 389
Titres à revenu fixe	116 997	97 230
Participations dans des filiales non consolidées sous forme d'instruments d'emprunts	30 086	30 525
Instruments financiers dérivés	1 599	2 892
	<b>156 420</b>	<b>137 563</b>
<b>Autres éléments</b>		
Cautionnements et garanties financières (note 10)	3 069	1 976
	<b>159 489</b>	<b>139 539</b>

## Concentration du risque de crédit

L'analyse de la concentration du risque de crédit mesure la juste valeur de l'ensemble des instruments financiers liés à un même émetteur. La politique d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoit des limites de concentration par cote de crédit. L'analyse du risque de crédit considère la probabilité de défaillance et le taux de récupération sur les titres de créance détenus par la CDPQ ainsi que le suivi des changements de la qualité du crédit des émetteurs.

Le tableau suivant présente la concentration par cote de crédit des émetteurs de la CDPQ pour les titres à revenu fixe et certains instruments financiers dérivés utilisés à des fins de gestion du risque de crédit, en pourcentage de l'exposition totale au risque de concentration de crédit :

	30 juin 2021	31 décembre 2020
<b>Cote de crédit</b>		
AAA - AA	62 %	61 %
A	5 %	5 %
BBB	12 %	13 %
BB ou inférieur	16 %	17 %
Pas de cote de crédit	5 %	4 %
	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Les cotes de crédit des titres émis ou garantis par les gouvernements sont obtenues auprès des agences de notation de crédit reconnues. Pour les titres du secteur corporatif, les cotes de crédit sont établies à l'aide d'un processus interne de notation qui permet de suivre annuellement l'évolution du cycle de crédit, lorsque l'information nécessaire est disponible. Dans le cas contraire, la CDPQ a recours aux agences de notation de crédit reconnues.

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

La gestion des liquidités s'effectue globalement pour l'ensemble des activités de trésorerie de la CDPQ. Le suivi des liquidités et l'analyse de la conformité aux règles préétablies s'effectuent quotidiennement. Les gestionnaires sont responsables d'évaluer la liquidité des marchés sur lesquels repose le financement des activités de la CDPQ.

Afin de s'assurer de l'adéquation entre les sources et les besoins potentiels de liquidité, la CDPQ bénéficie de plusieurs sources possibles de liquidité en plus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie telles que l'encaissement des revenus de placement, la vente de titres obligataires, la vente en vertu de conventions de rachat et de titres liquides du marché monétaire. De plus, la CDPQ peut recourir à l'émission de billets de trésorerie et de billets à terme ainsi qu'à une facilité de crédit commise d'un montant de 4 G\$ USD pour faire face à ses engagements contractuels ainsi qu'à ses obligations financières. Au 30 juin 2021, la CDPQ dispose de près de 61 G\$ en liquidités sous forme d'obligations gouvernementales et de titres du marché monétaire (50 G\$ au 31 décembre 2020).

De plus, dans le but de gérer le risque de liquidité, la CDPQ procède à des simulations de scénarios sur plusieurs horizons ainsi qu'à l'étude des événements pouvant mener à une crise de liquidité. La CDPQ effectue un suivi rigoureux et fréquent de ses besoins potentiels de liquidités et s'assure d'un accès permanent à des sources de liquidités stables et résilientes de façon proactive. La CDPQ possède une réserve de liquidités suffisante pour répondre aux besoins et incertitudes causés par la pandémie de COVID-19.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère son risque de liquidité et ses besoins de financement.

Les tableaux suivants présentent les échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers non dérivés, des instruments financiers dérivés ainsi que des autres éléments :

	30 juin 2021				
	À vue	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	7 332	-	-	7 332
Autres passifs financiers	-	1 263	65	443	1 771
<b>Passifs relatifs aux placements</b>					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	19 002	-	-	19 002
Titres vendus à découvert	-	8 148	-	-	8 148
Billets de trésorerie à payer	-	8 779	-	-	8 779
Emprunts à payer	-	490	-	-	490
Billets à terme à payer	-	2 774	10 074	2 553	15 401
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>					
Dépôts à vue et à terme	1 361	7	-	-	1 368
Distributions à verser aux déposants	-	1 602	-	-	1 602
	1 361	49 397	10 139	2 996	63 893
<b>Instruments financiers dérivés</b>					
Instruments financiers dérivés avec règlement net	-	11	(74)	(92)	(155)
<b>Instruments financiers dérivés avec règlement brut</b>					
Flux contractuels à recevoir	-	(94 432)	(5 436)	(844)	(100 712)
Flux contractuels à payer	-	94 227	5 400	885	100 512
	-	(194)	(110)	(51)	(355)
<b>Autres éléments</b>					
Engagements (note 10)	8	25 898	71	419	26 396
Cautionnements et garanties financières (note 10)	-	2 026	537	506	3 069
	8	27 924	608	925	29 465
	1 369	77 127	10 637	3 870	93 003

## Risque de liquidité (suite)

31 décembre 2020

	À vue	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	3 290	-	-	3 290
Autres passifs financiers	-	749	84	451	1 284
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	14 721	-	-	14 721
Titres vendus à découvert	-	2 761	-	-	2 761
Billets de trésorerie à payer	-	5 985	-	-	5 985
Emprunts à payer	-	942	-	-	942
Billets à terme à payer	-	2 867	11 633	2 549	17 049
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>					
Dépôts à vue et à terme	4 042	7	-	-	4 049
Distributions à verser aux déposants	-	2 653	-	-	2 653
	4 042	33 975	11 717	3 000	52 734
<b>Instruments financiers dérivés</b>					
Instruments financiers dérivés avec règlement net	-	18	(107)	(147)	(236)
Instruments financiers dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	-	(120 747)	(5 625)	(771)	(127 143)
Flux contractuels à payer	-	119 727	5 649	807	126 183
	-	(1 002)	(83)	(111)	(1 196)
<b>Autres éléments</b>					
Engagements (note 10)	-	21 021	75	426	21 522
Cautionnements et garanties financières (note 10)	-	1 446	440	90	1 976
	-	22 467	515	516	23 498
	4 042	55 440	12 149	3 405	75 036

De plus, en ce qui concerne l'actif net attribuable aux déposants, le *Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la Caisse de dépôt et placement du Québec* prévoit que la CDPQ peut imposer des limites mensuelles d'annulation pour les unités de participation, soit un remboursement maximal par déposant pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 50 M\$. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour des exercices subséquents, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ. Par ailleurs, la quasi-totalité des déposants est tenue d'investir à la CDPQ conformément à la Loi ou selon la loi respective à laquelle ils sont assujettis.

## Risque de liquidité (suite)

### Risque de liquidité de financement

Les tableaux suivants présentent les principales conditions ainsi que le taux d'intérêt des passifs relatifs aux placements liés aux activités de financement de la CDPQ :

	30 juin 2021			
	Devise	Valeur nominale <sup>1</sup>	Échéance	Taux d'intérêt
Emprunts à payer	USD	317	Moins d'un an	0,07 %
	CAD	173	Moins d'un an	0,18 %
		490		
Billets de trésorerie à payer	CAD	671	Moins d'un an	0,16 %
	USD	8 107	Moins d'un an	0,15 %
		8 778		
Billets à terme à payer <sup>2</sup>	USD	2 477	Mars 2022	2,75 %
	USD	2 477	Avril 2023	1,00 %
	USD	2 477	Juillet 2024	3,15 %
	USD	3 095	Juin 2025	0,88 %
	USD	1 238	Mai 2026	1,00 %
	USD	1 548	Novembre 2039	5,60 %
		13 312		

	31 décembre 2020			
	Devise	Valeur nominale <sup>1</sup>	Échéance	Taux d'intérêt
Emprunts à payer	USD	428	Moins d'un an	0,54 %
	CAD	514	Moins d'un an	0,56 %
		942		
Billets de trésorerie à payer	CAD	707	Moins d'un an	0,20 %
	USD	5 279	Moins d'un an	0,30 %
		5 986		
Billets à terme à payer	USD	2 548	Juin 2021	2,13 %
	USD	2 548	Mars 2022	2,75 %
	USD	2 548	Avril 2023	1,00 %
	USD	2 548	Juillet 2024	3,15 %
	USD	3 185	Juin 2025	0,88 %
	USD	1 593	Novembre 2039	5,60 %
		14 970		

<sup>1</sup> Les montants présentés sont convertis en dollars canadiens et représentent les montants à rembourser à l'échéance.

<sup>2</sup> Les billets à terme comprennent 1 239 M\$ d'obligations vertes qui seront affectées à une sélection d'investissements conformes aux catégories de projets admissibles des Principes applicables aux obligations vertes ou aux critères sectoriels de la *Climate Bonds Initiative*.

Les billets de trésorerie sont émis à des taux fixes pour des échéances ne dépassant pas 12 mois et garantis par les actifs de la CDPQ. En vertu de la limite prescrite dans le document d'information d'émission des billets de trésorerie, la valeur nominale de l'ensemble de ces billets en circulation ne peut excéder en tout temps 10 G\$ USD pour le programme américain, et l'équivalent de 3 G\$ CAD pour les billets de trésorerie émis au Canada et à l'étranger, à l'exclusion des États-Unis.

Les billets à terme sont remboursables à l'échéance et garantis par les actifs de la CDPQ.

De plus, la CDPQ possède une facilité de crédit commise auprès d'un syndicat bancaire d'un montant total équivalent de 5 G\$ CAD, renouvelable annuellement pour un terme de deux ans. La facilité de crédit porte intérêt à taux variable et est garantie entièrement, inconditionnellement et irrévocablement par la CDPQ. Au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020, aucun montant n'a été prélevé sur cette facilité de crédit.

## 9. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

### Transactions avec des parties liées

Les principales parties liées de la CDPQ comprennent les filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les principaux dirigeants de la CDPQ.

La CDPQ réalise diverses opérations avec des parties liées. Ces transactions sont conclues aux mêmes conditions que celles prévalant sur le marché avec des parties non liées et sont mesurées à la juste valeur et reflétées aux états consolidés intermédiaires du résultat global selon la nature des opérations. Par la nature même des activités de la CDPQ à titre d'entité d'investissement, la CDPQ peut investir dans plusieurs catégories de placements, entre autres des placements dans des filiales non consolidées, des coentreprises et des entreprises associées.

### Autres parties liées

La CDPQ est régie par la Loi et le gouvernement du Québec nomme les différents membres du conseil d'administration, dont au moins les deux tiers doivent être des membres indépendants. Il approuve également la nomination du président et chef de la direction. Ainsi, la CDPQ se prévaut de l'exemption prévue selon l'IAS 24 – *Information relative aux parties liées* quant à la divulgation des transactions avec une autorité publique liée et avec toutes les entités liées à cette autorité. Les transactions réalisées avec le gouvernement du Québec et ses entités liées sont des activités d'investissement en obligations émises ou garanties par celui-ci et sont effectuées aux conditions normales du marché, par l'intermédiaire de courtiers externes.

## 10. ENGAGEMENTS, CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES FINANCIÈRES

En raison de la nature même de ses activités, la CDPQ prend divers engagements d'achat de placements dont le règlement se fera au cours des prochaines périodes conformément aux modalités prévues dans les conventions.

Les cautionnements et les garanties financières consistent pour la CDPQ à garantir, auprès d'institutions financières et de sociétés, des opérations sur instruments financiers dérivés, le remboursement d'emprunts de sociétés dans lesquelles elle détient une participation ainsi que certaines lettres de crédit pour ses filiales. Dans le cadre de certaines transactions de placement, la CDPQ peut également fournir des garanties ou émettre des lettres de crédit à des tiers. Les échéances des engagements, cautionnements et garanties financières sont présentées à la note 8.

Les engagements, les cautionnements et les garanties financières se détaillent comme suit :

	30 juin 2021	31 décembre 2020
Engagements d'achat de placements	25 887	21 002
Engagements en vertu de contrats de location	509	520
Cautionnements et garanties financières	3 069	1 976
	29 465	23 498

### Litiges

Dans le cours normal des affaires, la CDPQ peut faire l'objet d'un certain nombre de poursuites judiciaires. Bien que la CDPQ ne puisse prédire l'issue des poursuites en cours au 30 juin 2021, la CDPQ n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces poursuites pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière.